



# AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

## Le Japon innove pour approfondir ses relations avec l'Afrique

[africacenter.org/fr/spotlight/japon-innove-relations-avec-afrique](https://africacenter.org/fr/spotlight/japon-innove-relations-avec-afrique)  
Paul Nantulya

Par [Paul Nantulya](#)

10 septembre 2025

Le processus japonais de la TICAD renforce les partenariats entre l'Afrique et le Japon dans le cadre d'initiatives économiques, de sécurité et de développement qui reposent sur un financement mixte public-privé et des objectifs communs.



Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations unies, lors de la cérémonie d'ouverture de la 9<sup>ème</sup> Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9) à Yokohama, au Japon, le 20 août 2025. (Photo : AFP)

En abordant les thèmes de la copropriété, du financement mixte et de la création de valeur dans les chaînes d'approvisionnement africaines, les engagements du Japon en Afrique s'inscrivent dans une longue tradition d'innovation et de coopération, et témoignent de l'engagement croissant du Japon envers le continent, alors que l'importance géostratégique de l'Afrique ne cesse de croître.

L'approche particulière du Japon à l'égard de l'Afrique a été mise en évidence lors de la neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Tokyo International Conference on African Development ou TICAD 9), qui s'est tenue à Yokohama, au Japon, en août 2025. La conférence a permis d'élaborer des plans pour renouveler le partenariat entre l'Afrique et le Japon, en mettant l'accent sur l'interdépendance, les avantages mutuels et la co-création. Le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba a accueilli les chefs de gouvernement de 42 pays africains, ainsi que des dirigeants des secteurs privés japonais et africains, du monde universitaire et de la société civile. Le rassemblement [comprenait plus de 200 événements thématiques de mise en réseau](#) et 300 stands pour faciliter les échanges entre les entreprises japonaises et africaines.

Les engagements du Japon en Afrique s'inscrivent dans une longue tradition d'innovation et de coopération.

Lancée en 1993, la TICAD s'est réunie tous les trois ans, alternativement au Japon et en Afrique, ce qui en fait le plus ancien mécanisme de ce type. Co-organisée par le Japon, l'Union africaine (UA), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, l'alignement des politiques était une caractéristique explicite de la déclaration de Yokohama qui affirmait que « la TICAD 9 est [largement alignée sur les priorités de développement de l'Afrique](#) ».

Témoignant de l'importance croissante de l'Afrique pour le Japon, l'Agence japonaise de coopération internationale (Japan International Cooperation Agency ou JICA) a désigné quatre villes japonaises comme « [villes hôtes](#) » officielles pour les résidents de quatre pays africains afin de promouvoir le tissage de liens. Il s'agit de Nagai, dans la préfecture septentrionale de Yamagata, qui a été associée à la Tanzanie ; de Kisarazu, dans la préfecture de Chiba, près de Tokyo, qui a été assignée au Nigeria ; de Sanjo, dans la préfecture de Niigata, qui a été associée au Ghana ; et d'Imabari, dans la préfecture occidentale d'Ehime, qui a été affectée au Mozambique. Chacune de ces villes possède des liens historiques de longue date avec le pays qui lui a été attribué.

### Économie, société, paix et stabilité

La création de la TICAD reflète la convergence des intérêts japonais et africains. Préoccupé par la marginalisation du continent après la guerre froide, le Japon a créé la TICAD pour favoriser des mécanismes permanents d'engagement commun en faveur de la paix, du développement, de la solidarité et de la lutte contre la tyrannie. Le Japon a ainsi ouvert la voie à la tradition des sommets centrés sur l'Afrique.

Le Japon a créé la TICAD pour favoriser des mécanismes permanents d'engagement commun en faveur de la paix, du développement, de la solidarité et de la lutte contre la tyrannie.

L'ambassadeur Erastus Mwencha, ancien vice-président de la Commission de l'UA, a participé à ces premiers efforts, travaillant avec sept premiers ministres japonais et recevant la plus haute distinction japonaise, l'Ordre du Soleil Levant. L'ambassadeur Mwencha a déclaré : « La TICAD souligne les intentions pacifiques du Japon ... et nous convainc que [l'Afrique] compte pour le Japon et que [nos problèmes ne seront pas ignorés au niveau international](#) ».

Depuis sa création, le processus de la TICAD s'articule autour de trois piliers : l'économie, la société, la paix et la stabilité. La [déclaration de Yokohama a pris des engagements sur chacun de ces fronts](#) :

#### Économie

- S'attaquer à la prime d'endettement élevée des pays emprunteurs qui paient des taux d'intérêt nettement supérieurs à ceux de leurs pairs malgré des notations de risque similaires.

- Soutenir le renforcement des capacités des pays africains afin qu'ils puissent collaborer efficacement avec les institutions des marchés financiers, y compris les agences de notation, et faciliter l'établissement de rapports équilibrés sur l'évaluation des risques.
- Accélérer l'intégration régionale africaine en stimulant les efforts de développement des chaînes de valeur et en intégrant les pays africains dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.
- Soutenir les exportations africaines de produits à valeur ajoutée vers le Japon par le biais de zones agro-industrielles, de centres de certification des exportations et de réseaux acheteurs-fournisseurs.

## Société



Participants africains à un programme de formation technique sur les systèmes de gestion des déchets à Yokohama. (Photo : Ville de Yokohama)

- Développer la santé, l'éducation et les services sociaux en mettant l'accent sur les jeunes, les femmes et les personnes handicapées.
- Renforcer le personnel de santé publique en Afrique et l'offre locale de matériel médical et de médicaments grâce à des mécanismes tels que l'initiative de fabrication locale de l'UA et l'Agence africaine des médicaments.
- Accroître les possibilités pour la jeunesse africaine de s'associer plus directement avec la jeunesse japonaise afin de résoudre les problèmes et co-crée des solutions transformatrices.

## Paix et stabilité

- Soutenir les mesures de lutte contre les conflits, le terrorisme et l'extrémisme violent et renforcer la coordination des opérations de paix en Afrique.
- Redoubler les efforts japonais et africains pour combler les déficits de financement de la Mission de soutien et de stabilisation de l'UA en Somalie (AUSSOM) tout en mobilisant la communauté internationale pour garantir un financement prévisible, durable et adéquat de cette mission.
- Améliorer la coordination entre l'Afrique et le Japon pour gérer des menaces complexes, notamment les cyberintrusions, l'insécurité maritime, le trafic de drogue, la criminalité transnationale organisée, la traite des êtres humains et les flux financiers illicites.
- Adapter l'expérience du Japon en matière de consolidation de la paix, de réforme institutionnelle et de reconstruction post-conflit aux contextes africains par le biais de l'assistance technique, de l'échange d'expertise, de la coordination des politiques, de la formation et du renforcement des capacités.

Les engagements pris dans le cadre du pilier « paix et stabilité » renforcent l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA). Au cours des 23 dernières années, le Japon a renforcé les déploiements de troupes de maintien de la paix en Afrique en soutenant les centres d'excellence de formation au maintien de la paix de l'UA, en apportant une assistance technique et en soutenant les missions en cours. Le Japon a également envoyé du personnel issu des Forces japonaises d'autodéfense pour soutenir les pays africains contributeurs de troupes et a formé plus de 5 000 officiers de justice afin de renforcer les initiatives en faveur de la justice et de l'État de droit.

Les engagements pris dans le cadre du pilier « paix et stabilité » renforcent l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA). Au cours des 23 dernières années, le Japon a renforcé les déploiements de troupes de maintien de la paix en Afrique en soutenant les centres d'excellence de formation au maintien de la paix de l'UA, en apportant une assistance technique et en soutenant les missions en cours. Le Japon a également envoyé du personnel issu des Forces japonaises d'autodéfense pour soutenir les pays africains contributeurs de troupes et a formé plus de 5 000 officiers de justice afin de renforcer les initiatives en faveur de la justice et de l'État de droit.

## Copropriété et cogestion

[Les concepts de copropriété et de cogestion](#) de la TICAD ont été élaborés en tenant compte de la durabilité, du partage des coûts et de l'engagement multisectoriel. Le PNUD fournit une assistance technique aux niveaux international, régional et national en matière de coordination et de mise en œuvre. Le mécanisme à voies multiples de la TICAD a permis aux gouvernements japonais et africains, au secteur privé et à la société civile de participer sur un pied d'égalité, ce qui la rend unique parmi les initiatives « Afrique plus un » qui tendent à être principalement axées sur les gouvernements. À titre d'exemple, le gouvernement japonais a invité des groupes professionnels africains et japonais à préparer des propositions en vue d'accueillir des dialogues politiques dans la période précédant la TICAD 9, afin de contribuer à l'élaboration de l'ordre du jour. Cette coutume remonte au premier cycle de la TICAD. Les candidats retenus sont sélectionnés sur la base de leur mérite (ataisuru ; 値する), et non de l'aval du gouvernement.



Le président de la Banque africaine de développement Adesina (à gauche) et le gouverneur de la Banque japonaise pour la coopération internationale Nobumitsu Hayashi en octobre 2024. (Photo : AfDB)

AFRI CONVERSE est un autre dialogue politique de la TICAD coorganisé par la JICA et le PNUD depuis 2018. Il réunit [de jeunes innovateurs africains et japonais](#), des universitaires et des professionnels du secteur privé afin d'identifier les possibilités d'améliorer l'innovation par le biais de la recherche conjointe, du partage des connaissances et du transfert de technologie.

Des échanges similaires ont lieu dans le cadre de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), un mécanisme permettant aux secteurs privés japonais et africains d'interagir avec la TICAD et d'influencer ses politiques, ses programmes et ses priorités. Le Forum public-privé Japon-Afrique, le Forum Afrique-Japon et le Forum commercial Japon-Afrique font partie des réseaux qui participent à ces engagements.

## Des approches alternatives pour catalyser le développement de l'Afrique

Au lieu de se concentrer sur les promesses d'engagement des donateurs qui font la une des journaux, la TICAD vise à catalyser les processus en cours en matière d'investissement du secteur privé, d'interaction politique et de « co-création » (kyoso ; 共創), un concept que les Japonais et les Africains ont défini ensemble. Le kyoso met l'accent sur les efforts

de collaboration pour trouver des solutions et des intérêts communs aux problèmes de développement, plutôt que sur les modèles traditionnels « donateur-bénéficiaire ». Cette attention portée à ces processus permet d'obtenir des résultats plus durables.

La TICAD s'attache à catalyser les processus en cours en matière d'investissement du secteur privé, d'interaction politique et de « co-création ».

À titre d'exemple, les activités du Japon en faveur de l'industrialisation de l'Afrique et de la création de valeur ajoutée sont coordonnées par l'ONU. Une [initiative annoncée en mai 2025](#) verra le Japon, l'ONU, et 14 pays d'Afrique australe collaborer à un projet industriel visant à accroître la valeur des minéraux essentiels à la transition énergétique, tels que le lithium, le cobalt et les terres rares, qui sont vitaux pour les batteries, les panneaux solaires, les turbines éoliennes et les véhicules électriques. Cela comprend la capacité de raffinage, les chaînes d'approvisionnement industrielles, la rationalisation des exportations et la surveillance.

Les réunions de la TICAD 9 se sont déroulées dans un contexte de baisse soudaine et importante de l'aide au développement de la part des principaux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le Japon a résisté à cette tendance et, avec un engagement envers l'Afrique d'environ 1,7 milliard de dollars par an, continue de soutenir l'aide au développement comme l'un de ses « [outils diplomatiques les plus importants](#) ». Il s'agit notamment de mobiliser et d'encourager l'engagement du secteur privé, d'aider les entreprises des pays en développement à émettre des obligations et d'offrir des lignes de crédit aux banques des pays en développement afin d'accroître les prêts aux petites entreprises, entre autres innovations.

Le Japon s'est également engagé à défendre les intérêts de l'Afrique dans les forums internationaux, notamment en assurant une représentation permanente de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations unies. Lors de la TICAD, les pays africains et le Japon se sont également engagés à défendre et à renforcer le droit international et à coordonner leurs positions internationales.

## Innovations en matière de financement

Le processus de la TICAD 9 a également accéléré le passage des prêts souverains à ce que les deux parties appellent le « financement mixte ». Il s'agit de solutions pilotées par le secteur privé, de partenariats public-privé et de cofinancement par les banques japonaises et les institutions financières multilatérales africaines (AFMI).

Ce plan prévoit notamment de fournir [5,5 milliards de dollars de prêts](#) supplémentaires [par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement \(BAD\)](#) afin de soutenir les priorités de développement de l'Afrique, telles que les infrastructures. Ce plan s'inscrit dans le cadre d'un programme phare de la TICAD connu sous le nom d'initiative EPSA (Enhanced Private Sector Assistance for Africa), cofondée par le Japon et la BAD en 2005. L'EPSA a investi plus de 12 milliards de dollars depuis lors sur une base 50-50, ce qui signifie une forte copropriété, cogestion et co-création africaines. Le Mitsubishi UFJ Financial Group (MUFG), par exemple, a [signé des protocoles d'accord](#) avec l'African Finance Corporation, l'African Trade and Investment Development Insurance (ATIDI) et des entreprises privées du secteur de l'énergie.



Un train transportant du charbon sur la ligne de Nacala au Mozambique. (Photo : [Matthias Hille](#))

La 9<sup>ème</sup> édition de la TICAD a également annoncé de nouvelles initiatives concernant les « corridors commerciaux » pour l'investissement, les services financiers et la connectivité régionale. Il s'agit notamment d'un partenariat avec le Japon, le Mozambique, le Malawi et la Zambie visant à étendre les investissements précédents dans le corridor de Nacala afin d'intégrer les chaînes d'approvisionnement en minerais et les capacités d'exportation de l'Afrique vers le Japon et le reste de l'Asie. Ce corridor doit être [développé en tant que partenariat public-privé](#) centré sur le renforcement des infrastructures de transport, la promotion du développement industriel, une responsabilité et une surveillance rigoureuses, et l'implication du secteur privé, de la société civile et des organisations internationales.

Au Kenya, la JICA a soutenu l'intégration des installations de transport (ports, routes, etc.) et la zone économique spéciale de Mombasa comme porte d'entrée du corridor nord dans le cadre de l'approche intégrée des corridors de la TICAD. En Ouganda, les [projets d'infrastructure soutenus par la JICA](#) comprennent un nouveau pont à haubans et des routes d'accès sur le Nil, l'amélioration de la route Atiak-Nimule pour stimuler le commerce entre l'Ouganda et le Sud-Soudan, un pont aérien et un projet d'amélioration des routes à Kampala, ainsi qu'une série de projets visant à renforcer la fiabilité de l'approvisionnement en électricité dans la zone métropolitaine de Kampala. La JICA soutient également l'amélioration de l'accès à l'électricité à Kinshasa, en République démocratique du Congo.

Ces processus ont permis d'éviter qu'un pays africain ne se retrouve avec une dette japonaise monstrueuse.

L'objectif collectif de ces initiatives est de développer les ressources naturelles, les infrastructures et les capacités d'exportation de manière à ajouter de la valeur aux produits, à respecter les lois, les réglementations et les mécanismes de responsabilité et de contrôle locaux, et à attirer les investissements privés japonais et africains.

Les financements japonais en Afrique sont remarquables en ce sens qu'ils sont presque toujours décaissés, gérés et comptabilisés sur la base d'un financement mixte (c'est-à-dire par le biais d'un partenariat public-privé, d'un co-partenariat, du secteur privé et d'un cofinancement avec des partenaires locaux). Ces processus ont permis d'éviter qu'un pays africain ne se retrouve avec une dette japonaise monstrueuse, et c'est l'une des raisons pour lesquelles le Japon jouit de la confiance et du respect des Africains.

## Renforcer les partenariats économiques entre l'Afrique et le Japon

Les priorités africaines [en matière de renforcement des partenariats économiques avec le Japon](#) portent sur l'exploitation de l'expertise japonaise en matière de valeur ajoutée, l'élargissement de l'accès aux marchés japonais et le renforcement des capacités des ressources humaines africaines. [Les résultats pratiques annoncés à cet effet lors de la TICAD 9](#) sont les suivants.

- Une initiative de co-création industrielle entre le Japon et l'Afrique, dans le cadre de laquelle des start-ups africaines et des entreprises japonaises développeront conjointement des industries.
- L'expansion de l'initiative d'assistance renforcée au secteur privé pour l'Afrique.
- La mobilisation de 1,5 milliard de dollars en investissements d'impact par le biais du fonds d'investissement et de financement à l'étranger de la JICA.
- Formation de 300 000 jeunes professionnels africains sur 3 ans, en mettant l'accent sur le développement des compétences en IA.
- Un groupe d'étude conjoint public-privé-académique sur le renforcement du partenariat économique entre le Japon et l'Afrique.
- Lancement de l'initiative de la région économique Océan Indien-Afrique pour promouvoir de nouveaux corridors de commerce et d'investissement entre l'Afrique et le reste de la région de l'Océan Indien.
- Une nouvelle injection de 550 millions de dollars dans l'Alliance Gavi pour les vaccins afin de soutenir l'approvisionnement en vaccins en Afrique.

Les priorités japonaises sont principalement axées sur la facilitation des échanges et sur la nécessité de surmonter les obstacles liés à la culture d'entreprise japonaise, traditionnellement peu encline à prendre des risques. D'autres facteurs contraignants sont les barrières linguistiques et culturelles et la distance. Par exemple, une seule ville africaine, Le Caire, dispose actuellement de vols directs vers Tokyo.

Pour remédier à certains de ces goulets d'étranglement, l'ATIDI, la MUFG et la Nippon Export and Investment Insurance ont examiné les leçons tirées des précédents investissements japonais en Afrique, les contraintes institutionnelles et politiques, et les possibilités d'accroître les investissements par le biais de la réduction des risques. Le rôle de l'ATIDI dans l'émission d'une police d'assurance décennale contre les risques politiques à l'adresse Sumitomo Corporation en 2025 illustre les avantages potentiels. Cet accord a permis à Sumitomo de participer à un consortium pour lancer Safaricom Telecommunications Ethiopia, l'un des projets les plus importants soutenus par le Japon en Afrique.

L'ATIDI et la MUGF prévoient de renforcer leur coopération afin d'accroître les investissements japonais en Afrique, qui couvrent actuellement 72 polices d'assurance sur le continent [et soutiennent des transactions d'une valeur de plus de 5.4 milliards de dollars](#).

## Élargissement

L'approfondissement des liens entre l'Afrique et le Japon peut être facilité sur plusieurs fronts, notamment entre les acteurs du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire.

Plus de 30 ans après la première réunion de la TICAD, les relations entre l'Afrique et le Japon ont bénéficié des processus de collaboration et des objectifs communs qui ont régi les engagements du Japon en Afrique dans les secteurs économique, social et de la sécurité. Cet engagement en faveur de la collaboration a permis d'établir des niveaux de confiance élevés vis-à-vis des partenaires extérieurs de l'Afrique. Cette confiance, associée à des innovations gérées en commun et au dynamisme économique de l'Afrique, laisse présager une ère dynamique de partenariats approfondis entre l'Afrique et le Japon. La rapidité et le degré de concrétisation de ces opportunités dépendront en partie de la manière dont les réserves du secteur privé japonais, peu enclin à prendre des risques, pourront être arbitrées. Cela nécessitera une coordination politique étroite et continue, des structures d'incitation solides, des liens plus étroits entre les secteurs privés japonais et africains, ainsi que des contacts personnels, professionnels et institutionnels plus étroits de part et d'autre.

Les gouvernements africains et les parties prenantes peuvent optimiser la TICAD en consolidant les processus de coordination nationale et régionale avec le Japon entre les conférences officielles de la TICAD. La TICAD n'étant pas seulement une initiative de gouvernement à gouvernement, l'approfondissement des liens entre l'Afrique et le Japon peut être facilité sur une multitude de fronts, y compris entre les acteurs du secteur privé, de la société civile et du monde universitaire. Cela crée une myriade de voies pour un plus grand dynamisme et une pensée nouvelle – et c'est en partie ce qui rend la TICAD unique et particulièrement attrayante dans le monde des engagements bilatéraux de l'Afrique plus un.

## Ressources complémentaires

- Djenabou Cisse, « [Japan in Africa: A Discreet yet Influential Partner Amid Growing International Competition](#) », [Le Japon en Afrique : Un partenaire discret mais influent au milieu d'une concurrence internationale croissante] », *Note de la FRS n°15/2025*, Fondation Pour la Recherche Stratégique, 19 août 2025.
- Paul Nantulya, « [Expectations for Japan-Africa Relations at TICAD 9](#) », [Attentes concernant le Japon et l'Afrique dans le cadre de la TICAD 9], Japan Up Close, 26 septembre 2024.
- Redouan Najah, « [Japan to Strengthen Ties with Africa](#) », [Le Japon renforce ses liens avec l'Afrique], Japan Up Close, 8 juillet 2024.
- Paul Nantulya, « [Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique – Favoriser la stabilité par la paix et la sécurité](#) », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 26 août 2022.